

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord



**Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 1er au 14 décembre 2014 – n°164**

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

« Souffrance patronale » : Le PCF lance une contre semaine d'actions en riposte au Medef

En conclusion de la dernière Conférence nationale du PCF, le 9 novembre dernier, à Montreuil, Pierre Laurent proposait une contre semaine d'actions, partout dans le pays, en riposte au Medef qui organise une semaine d'actions sur la « souffrance patronale ».

« Le Medef prépare du 1er au 5 décembre une semaine d'actions pour, je cite « dire la souffrance des patrons et remettre en cause le compte pénibilité, temps partiel de 24h par semaine, obligation d'informer les salariés de la cession de l'entreprise, dans les PME... ». La décence, ils ne connaissent pas ! Ils rêvent de casser le code du travail, les accords de branches, de détruire le régime d'indemnisation des intermittents du spectacle. Alors, je propose d'organiser, du 1er au 8 décembre, une contre semaine d'actions, arguments contre arguments. Ils veulent parler de l'entreprise ? nous disons BANCO ! Parce que nous aussi, on aime l'entreprise, celle qui respecte le travail, celle qui crée et partage des richesses utiles. Partout, demandons des comptes : où va l'argent du CICE ? Du CIR ? Des banques ? De l'État ? Qui touche quoi ? Pour en faire quoi ? Nous savons où sont les gâchis. »

Le PCF organisera donc une contre semaine d'actions partout en France, du 1er au 5 décembre.

Quelle forme prendra cette contre semaine, avec quelles actions, quels rendez-vous marquants ?

- Un tract, tiré à un million d'exemplaires, distribué dans les bassins d'emplois, aux portes des entreprises, pour informer les salariés de la situation et des propositions du PCF.

- Une interpellation des préfets pour demander le montant de CICE versés par départements et la liste des entreprises bénéficiaires. Les réponses des préfectures seront rendues publiques.

- Des actions devant des grands groupes (Grande Distribution, banques, entreprises du CAC 40) qui ont encaissé des millions de CICE sans la moindre contrepartie en terme d'emploi, d'augmentation des salaires, d'investissements.

- Initiatives diverses toute la semaine et partout dans le pays (une liste sera dressée): manifestations, interpellation directe du Medef (il est ainsi proposé, dans une ville, de "murer" l'entrée du Medef par des exemplaires du code du travail, des actions sur le mode ironique pour évoquer la « souffrance patronale », une campagne animée sur les réseaux sociaux (#PauvreGattaz), des illustrations sur le gâchis de la politique gouvernementale (la ville de Stains, dont la mairie communiste a décidé de se mettre en grève, va perdre plus de 3 millions de dotation de l'État alors que le groupe L'Oréal va toucher la même somme en CICE...)

Mardi 2 décembre à 18h30

Pierre Laurent participera à une initiative devant le siège du Medef
55, avenue Bosquet – Paris 7è

Évoquant l'intervention de François Hollande du 31 décembre 2013, au cours de laquelle fut annoncé le pacte de responsabilité en faveur du patronat (40 millions d'euros sur le dos des ménages et des collectivités locales), Pierre Gattaz avait indiqué ne pas se souvenir d'un si beau réveillon. On peut le comprendre. Au cours de la dernière année, le président du Medef, dans une surenchère permanente, a multiplié les provocations. Alors que les PME et PMI connaissent de vraies difficultés, la politique Hollande/Valls profitent prioritairement aux grands groupes qui, très reconnaissants, réalisent des records en versement de dividendes et en évasion fiscale. L'objectif des communistes et de toutes celles et ceux qui participeront à cette contre semaine de mobilisation face au Medef est une confrontation sur la réalité et les solutions.

SOMMAIRE

P1 L'alternative c'est maintenant! -Sommaire

P2-8 **Agenda**

P3 A voir ou revoir sur l'internet ; Huma
Dimanche du 27 novembre ; Pétitions en ligne

P9 Un 15 novembre porteur d'espoir ; Pierre Laurent favorable à la proposition d'un débat face à Pierre Gattaz ; La science, bien commun de l'Humanité

P10 Ukraine : "pour une médiation diplomatique avec les « séparatistes » de l'est" ; Le siège du PCF accueille la NSC (hackers en sécurité) les 19, 20 et 21 novembre ; Journée internationale des droits de l'enfant : « la France doit assurer la protection de ses enfants »

P11 Un gel des salaires serait un coup de poignard contre le monde du travail et une véritable déclaration de guerre ; Mexique : Le PCF exige le retour des 43 étudiants d'Ayotzinapa ; 30 ans des restos du cœur : une réalité douloureuse qui signe l'échec d'une politique ; Florange : L'inauguration d'un bâtiment ne peut faire office de politique industrielle

P12 Plan Juncker : "un nouvel écran de fumée" ; mettre fin à l'évasion fiscale en Europe est une urgence ; IVG : un droit pour lequel il faut rester mobilisés ; Présidentielle Uruguay : le PCF salue la victoire de Tabaré Vazquez ; A lire

P13 Reconnaissance de l'État palestinien : C'est la voix du droit qui l'a emporté ; Appel à manifester le 30 novembre contre le Sida ; Journée internationale des droits de l'enfant : non-assistance à génération en danger

P14-17 **LA SOUFFRANCE DE GATTAZ, PARLONS-EN !**

P18-19 **Le PCF74 dénonce et demande des comptes**

P20-21 **Pour faire reculer le danger fasciste, faire grandir la résistance aux oligarchies économiques, unir pour la rupture avec le capitalisme**

P22-25 **Réforme territoriale : articles des « Giboulées de Marx, communiqués des élus régionaux Rhône-Alpes et Auvergne**

P26 Justice pour les étudiants normaliens d'Ayotzinapa ! ; Valérie Pécresse fait un don de 20 000 euros à l'Université Versailles Saint Quentin, quand indécence rime avec austérité ; Reconnaissance de l'Etat palestinien à l'Assemblée Nationale: le chemin pour la paix et la justice prend enfin un nouveau départ ! ; Aidons l'Huma

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy

Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :

visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection de films. Échanges sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de

Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce

quai illégalement privatisé par quelques-uns

Lundi 1^o décembre Grève et manifestation Inspection du travail. L'enterrement symbolique débutera vers 10h RV à côté de la mairie de Cran-Gevrier

Mardi 2 décembre 12h30 Bibliothèque Bonlieu Espace art

contemporain 1er étage dernier Renc'Art de 2014, RV

autour de l'œuvre de l'artiste protéiforme et subversif

Roland Topor. Seront présentées et décryptées les 10

lithographies de la série "Nouvelles en trois lignes" où , plus que jamais chez Topor, le rire se mêle au macabre.

stand + repas U.L.-CGT Foire St-André Annecy

19h réunion Les Amis de la Terre

Mercredi 3 décembre 19h café Repaire au Dersim Meythet

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Jeudi 4 décembre élections fonction publique A voir

absolument sur le site de DAILYMOTION la parodie de Star Wars réalisée par l'UD de la Loire ... Une façon originale et

pleine d'humour pour appeler à voter CGT

http://www.dailymotion.com/video/x2aiodw_la-cgt-parodie-star-wars_shortfilms

Réunion RESF

19H30 Conférence-débat Chambéry Santé mentale : vers un bonheur sous contrôle ?

Vendredi 5 Décembre 17 à 19H Contre offensive face au MEDEF du PCF73 à La Fontaine des Éléphants Chambéry

20h30 à l'Agora Bonneville : Conférence-Débat « Des murs et des hommes » avec le Groupe Local de Concertation des Prisons

samedi 6 décembre Alpha Coal : action « picketing » devant la Société générale de Chambéry d'Attac, Bizi !, Les Amis de la Terre

14h30 manifestation suite à l'expulsion des Roms devant la Préfecture d'Annecy

Convention industrie PCF Rhône-Alpes à Grenoble

20h30 Alterlocal Concert rock avec HemanatioN

Lundi 8 décembre Réunion Collectif Palestine

Mardi 9 décembre 20h30 grand débat pour la Paix Amphithéâtre de Tully Thonon-Les-Bains « 100 ans après la boucherie de 1914-18, nouveaux conflits, nouvelles menaces sur la paix »

Mercredi 10 décembre 20h Alterlocal Info ZAD : de Sivens à Annecy, en association avec le collectif zad74

Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Jeudi 11 Décembre 20h30 Collège Samivel Bonneville: Les jeudis de l'Université Populaire - Cycle « violence et délinquance » N°3 Violences invisibles et violences symboliques

20h Alterlocal Projection du documentaire "L'urgence de ralentir" avec le collectif Les Incroyables Comestibles

A voir ou revoir sur l'internet

Olivier Dartigolles invité de LCI le 3 décembre 2014

http://www.dailymotion.com/video/x2bnja5_olivier-dartigolles-invite-de-lci-le-3-decembre-2014_news

De Jaurès à Gattaz - Itinéraire de François Hollande

http://www.dailymotion.com/video/x2b7b3q_de-jaures-a-gattaz-itineraire-de-francois-hollande_fun

La souffrance de Gattaz : parlons-en ! Discours de Pierre Laurent le 2/12

http://www.dailymotion.com/video/x2bn9dq_la-souffrance-de-gattaz-parlons-en-discours-de-pierre-laurent_news

expression directe

http://www.dailymotion.com/video/x2b3j1o_expression-directe_news

Discours de Pierre Laurent - Convention industrie - 23/11/2014

http://www.dailymotion.com/video/x2b0kww_discours-de-pierre-laurent-convention-industrie-23-11-2014_news

Olivier Dartigolles - invité du grand débat de Europe 1 - 25 novembre 2014

http://www.dailymotion.com/video/x2b12ak_olivier-dartigolles-invite-du-grand-debat-de-europe-1-25-novembre-2014_news

Le hold-up démocratique

http://www.dailymotion.com/video/x2a077c_ep-25-le-hold-up-democratique_news

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive : <http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoftafta.org>





Inspection du travail en danger ! Salariés délaissés !

Le 1er décembre 2014, la réforme de l'inspection du travail entre officiellement en œuvre dans notre région.

Dans un contexte déjà marqué par des reculs sans précédent du droit du travail, et alors que le gouvernement se fait un peu plus chaque jour le relais zélé des desiderata du patronat, le ministre du travail s'apprête à porter un coup historique à l'inspection du travail.

Alors que le cadre actuel d'organisation de la section d'inspection du travail permet aux agents de contrôle d'orienter leurs interventions à partir de la demande sociale qu'expriment les salariés et leurs représentants, le ministère prévoit d'encadrer l'activité des agents de contrôle à des fins d'instrumentalisation et de politiques d'affichage.

- Cette réforme se traduit par la suppression des sections d'inspection du travail actuelles pour les substituer par des unités de contrôle (UC) réunissant entre 8 et 12 agents, sous la coupe d'un responsable d'unité de contrôle (RUC) aura pour conséquence la remise en cause de l'indépendance de l'inspection du travail.

Le responsable d'UC «pilote» et «anime» l'unité de contrôle, c'est-à-dire qu'il sera chargé d'orienter l'action de contrôle en fonction des priorités politiques et politico-économiques du ministère et de mettre au pas les plus récalcitrants vis-à-vis des programmes de contrôle décidés par la hiérarchie, sans lien avec les problématiques de terrain.

- Cette réforme se traduit aussi par une baisse drastique du nombre d'agents de contrôle qui aura pour conséquence une diminution des interventions et contrôles dans les entreprises. Ce sont les salariés qui seront les premières victimes de cette réforme.

Il est d'ores et déjà programmé une baisse de 10% d'effectif de contrôle (soit environ moins 200 postes d'agents de contrôle au niveau national, l'équivalent de la suppression de 67 sections actuelles). Pour la période à venir, de 2015 à 2017, de massives suppressions de postes sont programmées (déjà 150 en 2015). Cela entraînera de nouvelles augmentations de la charge de travail pour les agents, alors que celle-ci ne permet déjà pas de répondre aux sollicitations des usagers, et au final, une dégradation du service public.

Des « intérim » sur les sections laissées vacantes ou partiellement vacantes sont demandés ~~d'assurer~~ aux agents de contrôle alors que ceux-ci sont déjà surchargés de travail. Nous refusons de supporter des charges de travail supplémentaires, c'est au ministère de doter ses services d'effectifs suffisants pour que l'inspection du travail puisse fonctionner normalement.

Cette réforme est un coup porté aux salariés et au sens que nous donnons à ce service public, mais c'est également un bouleversement complet de l'organisation et des pratiques du travail des agents de l'inspection qui risquent de perdre non seulement leur autonomie mais surtout leur indépendance d'action.



Librairie
Jean-Jacques
Rousseau



Association Des Amis de la Librairie Jean-Jacques Rousseau avec la participation de l' USP

jeudi 4 décembre 2014
19h30

Salle Cœur de Mérande

6, avenue Docteur Desfrançois - Chambéry

Rencontre - débat tout public avec

Mathieu Bellahsen

Psychiatre des hôpitaux

La santé mentale
vers un bonheur sous contrôle

L'ADAL

L'association créée en 2000 pour favoriser le développement, la promotion et la pérennité de la librairie Jean-Jacques Rousseau à Chambéry organise des rencontres avec des auteurs

- pour ouvrir un espace de dialogues, de débats autour de la lecture et du livre
- pour défendre le pluralisme et les idées progressistes
- pour favoriser la diversité culturelle et résister à l'uniformisation et à la pensée unique

L'USP

Syndicat de la psychiatrie, l'USP se propose une réflexion et une intervention critique dans le champ de la santé mentale. Sa pensée et son action dans le champ de la psychiatrie sont inséparables d'une pensée politique. L'USP est membre d'ATTAC.

USP

UNION SYNDICALE DE LA PSYCHIATRIE

Santé mentale ou santé malade ?

Mathieu Bellahsen est psychiatre des hôpitaux. En moins de 200 pages, dans son livre intitulé *Santé mentale, vers un bonheur sous contrôle*, il montre comment la notion de "santé mentale" a évolué d'une conception humaniste et progressiste vers une utilisation par le système libéral à des fins économiques en cherchant à la fois à comprimer les dépenses de santé et à "manager" la souffrance psychique, quelles qu'en soient les causes.

Cette démonstration ne concerne pas que les professionnels de santé.

Bien au contraire, elle nous révèle comment nous sommes profondément touchés dans notre vie quotidienne par cette dérive dans le champ sanitaire.

Qui n'est pas, n'a pas été ou ne sera pas malade, qui n'est pas au moins touché par la maladie dans son entourage ?

Quand, dans les classifications des maladies, la vieillesse devient un "trouble cognitif mineur" et le fait de rester triste plus de 15 jours suite à un deuil est considéré comme pathologique, on peut se demander dans quel monde on vit et si on doit continuer dans cette voie !

Car cette conception a non seulement des conséquences sur la manière de traiter les problèmes mais aussi les personnes, de les soigner, d'entendre leurs besoins, de les considérer non comme des sujets souffrant et désirant mais plutôt

comme ce qu'on appelle des "variables d'ajustement" dans les processus économiques.

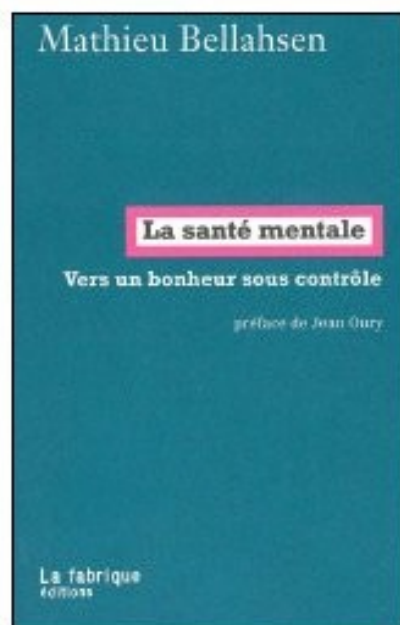
Malades, nous sommes inadaptés au système, nous coûtions cher et sommes moins productifs!

D'où les injonctions à être en bonne santé, à devenir les auto entrepreneurs de notre bien-être, d'où la culpabilisation en cas d'échec.

Voilà pourquoi des malades sont mis au ban de la société, les soins se standardisent et comment ceux qui en bénéficient le plus sont les laboratoires pharmaceutiques. Voilà pourquoi dans les recommandations officielles la "santé mentale" est devenue une norme à laquelle il faut souscrire pour être compétitif et "réussir" sa vie: *"La santé mentale est la capacité de s'adapter à une situation à laquelle on ne peut rien changer"*.

A ce "meilleur des mondes" cauchemardesque **Mathieu Bellahsen** oppose l'écoute, l'accueil des patients, de la différence, de la souffrance qui est inhérente à la condition humaine, la confiance, le partage entre soignants et soignés, en un mot l'hospitalité; ainsi que les collectifs de travail démocratiques, compétents et ouverts sur les réalités sociales et humaines, l'exercice de la citoyenneté.

Une vraie alternative à l'économisme ambiant qui formate et assèche les pratiques soignantes !



INVITATION

PCF

Parti communiste français

Rhône-Alpes

Journée de travail

Relancer l'industrie pour le XXI^e siècle en Rhône-Alpes

Samedi 6 décembre - Grenoble
Fédération du PCF de l'Isère
20 rue Emile Gueymard (face gare SNCF)

9h - 9h30 **Accueil**

9h30 – 10h **Ouverture**

Christiane Puthod, vice présidente du Conseil régional, déléguée à l'emploi

10h – 11h **Interventions** de :

Salariés de Kem One

Salariés de Caterpillar

Christian Pilichowski, membre du réseau Transform ! (lié au PGE)

11h – 13h **Travail en atelier**

1- Quelle industrie en Rhône-Alpes dans l'avenir ?

Pour répondre aux besoins et aux défis environnementaux.

Les filières à sauvegarder, reconvertir ou/et développer.

Réforme territoriale, compétence ECO aux Régions, ...

2- Quels nouveaux pouvoirs conquérir pour un développement industriel en Rhône-Alpes ?

Politiques : salariés, habitants, élus.

Financiers : banques, BPI, ...

Critères, conditionnalité des aides publiques.

3- L'Humain au cœur du développement industriel en Rhône-Alpes

Formation

Recherche

Salaire

Environnement

13h – 14h **Pause repas**

14h - 15h30 **Restitution** des ateliers et discussion

15h30 **Conclusions** par Gilles Ravache, secrétaire du Comité régional



Section du Chablais

invitation

**LA GRANDE
PAIX HUMAINE
EST POSSIBLE.**

Jean Jaurès

**« 100 ans après la boucherie
de 14-18, nouveaux conflits,
nouvelles menaces sur la paix »**

Grand débat pour la Paix

avec la participation
de **Francis Wurtz**,
député européen honoraire PCF-FDG

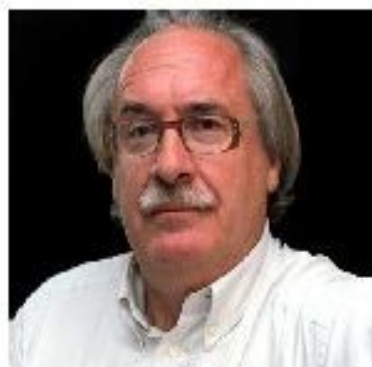
et de **Richard Labévière**,
ancien grand reporter à RFI, rédacteur en chef de Espritscors@ire

**Amphithéâtre de Tully
Thonon-les-Bains
mardi 9 décembre
à 20h30**



Francis Wurtz

Député européen honoraire
ancien président
du groupe GUE-VN
(Gauche Unitaire Européenne – Verts Nordiques)
PCF-FDG



Richard Labévière

Journaliste,
ancien grand reporter à RFI,
spécialiste du Moyen-Orient,
rédacteur en chef
de Espritscors@ire



Richard Labévière :

Rédacteur en chef du magazine en ligne espritcors@ire – Observatoire de la défense et de la sécurité.

Il a été grand reporter à la Télévision suisse romande ; rédacteur en chef à Radio France Internationale (RFI) ; rédacteur en chef de la revue *Défense* de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) ; auteur d'une vingtaine d'ouvrages sur les Proche et Moyen-Orient ainsi que sur les questions de terrorisme et contre-terrorisme.

Nous commencerons par l'arc des crises proche et moyen-orientales et leurs prolongements actuels en matière de défense et de sécurité afin de bien mesurer pourquoi le dernier format de « coalition internationale antiterroriste » ne sera pas en mesure de rétablir des paix justes et durables dans cette région en crise depuis le démantèlement de l'empire ottoman.

Dans un deuxième temps, et au-delà de la crise ukrainienne, il s'agira d'examiner comment l'Union européenne et l'OTAN gèrent leurs relations avec la Russie. Ce dossier nous amènera à brosser les grandes lignes de force de la géopolitique de l'Arctique où se joue une confrontation « globale » de première importance.

Enfin, les enjeux de la « maritimisation » des économies et des stratégies militaires nous porteront vers la mer de Chine méridionale, l'océan Indien, la Méditerranée et l'Atlantique sud. Ces derniers voyages nous amèneront assez logiquement par finir en citant une série de crises et conflits plus transversaux, sinon déterritorialisés.

POUR NE PAS CONCLURE

Des crises « rhizomatiques » : piraterie maritime, pêches illégales, trafics de drogues, d'armes et d'êtres humains, mafias et crimes organisés, terrorismes délocalisés et « loups solitaires »...

Questions et débats : au-delà des ripostes immédiates, quelles réponses politiques et diplomatiques ???



François WURTZ :

Député européen honoraire; président du Conseil de l'Institut d'Etudes Européennes de l'Université de Paris 8 St-Denis.

Il a été membre de la direction nationale du Parti communiste français de 1979 à 2012 et responsable de son département international de 1992 à 1999, ainsi que parlementaire européen de 1979 à 2009 et président du groupe de la Gauche Unitaire Européenne (GUE) de 1999 à 2009.

LE PCF ET LA PAIX

"Aujourd'hui, l'affirmation de la paix est le plus grand des combats": cette exhortation de Jean Jaurès en 1914 -récemment rappelée par Pierre Laurent- est, un siècle plus tard et dans un contexte pourtant profondément transformé, d'une préoccupante actualité.

Trois exemples permettent d'illustrer cet enjeu de civilisation : l'embrasement du Proche-Orient; le conflit ukrainien; et aussi l'épidémie d'Ebola car un monde de paix n'est pas qu'un monde sans guerre , mais un monde garantissant le droit à une vie digne à toute l'humanité.

A partir de ces trois situations emblématiques, il est possible de mettre au jour les racines profondes de ces tragédies et d'entrevoir les conditions d'issues durables à ces engrenages inacceptables et qui ne doivent plus être tolérées. La culture de paix...est un combat !

Avec Jaurès, nous pensons que "L'Histoire enseigne aux hommes la difficulté de leurs tâches, la lenteur des accomplissements, mais justifie l'invincible espoir".

Un 15 novembre porteur d'espoir

Le collectif 3A «Alternative À l'Austérité» se félicite du succès de la journée nationale du 15 novembre. Dans un moment difficile pour les mobilisations, des dizaines de milliers de manifestants sont descendus dans les rues de Paris et de 37 autres villes de France, porteurs du refus de l'austérité et du rejet des politiques gouvernementales et patronales actuelles. Dans le même temps, ils ont exprimé leur aspiration à construire une alternative sociale, écologique, politique et démocratique.

En quelques mois depuis la manifestation nationale du 12 avril à Paris, nous nous sommes renforcés, nous avons considérablement élargi le cercle des personnalités - plusieurs milliers - et des organisations - 95 aujourd'hui - signataires de nos appels.

L'existence dans la durée du collectif 3A, regroupant des personnalités, des associations, des syndicats et des forces politiques est un fait inédit dans notre pays. C'est un événement majeur que des organisations et personnalités si diverses parviennent à construire ainsi, de façon totalement commune et solidaire, des initiatives de grande envergure. Il est porteur d'espoir pour celles et ceux qui refusent une politique qui engendre toujours plus de misère, d'inégalités, de désespoir et conduit le pays dans le mur, pour celles et ceux qui veulent un véritable changement, un avenir de justice sociale, de solidarité et de fraternité.

Après le 15 novembre, dans le respect de toutes nos identités, nous sommes décidés à continuer ensemble. Les 3 A de l'« Alternative À l'Austérité » vont encore se faire entendre, s'élargir et s'étendre dans tout le pays, pour offrir à celles et ceux qui le souhaitent un espace construit en commun d'initiatives, d'actions et de débats.

Pour le collectif 3A, Parti Communiste Français,

Pierre Laurent favorable à la proposition d'un débat face à Pierre Gattaz

Après avoir proposé le licenciement sans justification et, dans la foulée, la suppression de l'impôt sur la fortune (ISF), Pierre Gattaz s'inquiète dans le dernier billet de son blog que l'on puisse l'accuser de "surenchère". Alors que le Medef prépare une semaine de mobilisation du 1^{er} au 5 décembre pour parler de la "souffrance patronale" - le PCF organisera, aux mêmes dates, une contre-semaine d'initiatives et d'actions pour rétablir la vérité -, Pierre Gattaz écrit : " je suis ouvert au débat et suis prêt à en discuter. Mais nos politiques évitent soigneusement d'entrer dans le débat et se contentent de dire que ce n'est « pas le moment » d'en parler".

Pierre Laurent répond donc favorablement à la proposition d'un débat public et contradictoire face à Pierre Gattaz. Nous lui proposons de ne pas "éviter soigneusement" cette confrontation.

C'est bien au contraire le moment d'en parler, le moment de demander des comptes sur l'utilisation du CICE, le moment, arguments contre arguments, de parler des effets d'une politique d'austérité qui, comme le révèle une enquête de l'INSEE sur le "portrait social de la France", casse les vies et fait exploser les inégalités.

Pierre Laurent répond donc favorablement à la proposition d'un débat public et contradictoire face à Pierre Gattaz. Nous lui proposons de ne pas "éviter soigneusement" cette confrontation. Partout dans le pays, la première semaine de décembre, le Parti communiste diffusera un tract sur le thème : " la souffrance patronale, parlons-en" et multipliera les actions sur le terrain, auprès des salariés et des populations, pour demander des comptes et parler notamment des banques, du CICE, de la fiscalité.

Nous avons des questions à poser à Pierre Gattaz. Trouvons rapidement une date à l'agenda pour organiser cette confrontation.

La science, bien commun de l'Humanité

On savait depuis la fameuse et lamentable déclaration de Mme Fleur Pellerin que la France n'avait plus de politique culturelle mais une politique des « produits culturels ». Les déclarations de la Ministre des « produits culturels » n'étaient pas un écart de langage malencontreux, mais l'annonce d'une marche forcée à la marchandisation.

L'Enseignement Supérieur n'est pas en reste ; la dotation des établissements universitaires est amputée pour 2015 de 400 millions d'euros, sauf amendements de la Loi de Finances à l'Assemblée Nationale, à laquelle les parlementaires du Front de Gauche s'emploieront.

Cette amputation scandaleuse doit tout à des orientations politiques qui osent se présenter comme « une mise en ordre des finances publiques ».

En pleine politique d'austérité le gouvernement consent à une société d'éditions scientifiques un contrat de 172 millions d'euros, qui met en péril la liberté d'accès des chercheurs à leurs publications.

A titre de comparaison, il faut savoir que les Pays-Bas s'y sont refusés !

Les publications scientifiques doivent être d'accès libre, inaliénable et gratuit.

Les sociétés éditrices doivent être mises au pas, leurs profits vertigineux (30 à 40%) fortement taxés en France et dans l'Union Européenne.

Ce n'est pas tout : alors qu'un amendement, des plus symboliques, est en discussion à la Commission des finances pour raboter le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) de 500 millions d'euros (8% du montant global) et en verser le montant au budget de l'Enseignement Supérieur, Manuel Valls vient de déclarer que le CIR était « intouchable ». C'est dit ! ... et c'est fait : en dépit de l'évidence de l'indécence fiscale d'un tel dispositif, pas touche au CIR !

Coupé des forces qui l'ont porté au pouvoir, en difficultés avec sa majorité parlementaire qu'il caporalise, provoquant une crise politique sans précédent dans le principal parti de la majorité parlementaire, vauté dans les dogmes du libéralisme le plus échevelé, ce gouvernement doit passer la main !

La dissolution n'est en rien nécessaire : un processus permettant à une majorité nouvelle de se constituer à l'Assemblée Nationale peut et doit, sans attendre, voir le jour pour mettre en œuvre une autre politique. Avec le même argent, on peut déjà faire tout autrement.

Ce processus appellerait toutes les forces qui ont porté l'actuel Président de la République au pouvoir à construire ensemble les incontournables d'une politique de gauche pour demain.

L'initiative changerait de camp ; l'extrême droite alliée à la droite serait battue avant la bataille.

Il est temps que les forces qui, à gauche et chez les écologistes, contestent la politique actuelle mettent en accord leurs propos et leurs actes.

Les communistes appellent partout à démultiplier les initiatives pour enrayer les mauvais coups d'un pouvoir qui s'est délégitimé, et créer dès à présent les conditions d'une majorité de gauche nouvelle seule capable de commencer à redresser le pays et à donner un autre visage à la culture et à la politique scientifique de la France.

Parti Communiste Français,

Paris, le 21 novembre 2014.

Ukraine : "pour une médiation diplomatique avec les « séparatistes » de l'est"

Devant les risques d'une conflagration en Europe, l'urgence absolue d'une solution politique

La paix en Europe est gravement menacée par le conflit ukrainien. « Un scénario de guerre totale » entre les autorités de Kiev et les républiques autoproclamées du Donbass n'est plus à exclure.

Ce qui est à la base de la situation de tension extrême que vit l'Europe orientale c'est le bras de fer mortifère avec la Russie auquel se livrent les grandes puissances du fait, principalement, de la volonté des États-Unis et de leur bras armé, l'Otan (une organisation héritée de la Guerre froide qui n'a plus sa place au XXI^e siècle) de marquer leur puissance.

Les répercussions de ce conflit régional n'en sont pas moins globales pour l'Europe et le reste du monde. En témoignent les tensions au dernier sommet du G20 de Brisbane avec de nouvelles menaces de sanctions contre Moscou et la volonté d'isoler la Russie.

Le nationalisme exacerbé monte de toutes parts. L'économie de l'Ukraine est en faillite. La Russie et l'UE paient les lourdes conséquences des sanctions sans rien résoudre de la crise actuelle. On rajoute la crise à la crise : économique, énergétique, sociale, humanitaire.

La partition de l'Ukraine gagne du terrain. Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections du 26 octobre, où la très grande partie des habitants de l'est et du sud du pays n'a pu s'exprimer alors que dans le même temps étaient commises de graves atteintes aux droits d'expression, touchant particulièrement le Parti Communiste d'Ukraine, ont renforcé les forces ultranationalistes au Parlement, prêtes à en découdre avec le Donbass. Le scrutin dans l'est, le 2 novembre, a été lui-même rejeté par Kiev comme par les « occidentaux », poussant encore plus ce pays vers une impasse.

Depuis des mois, les conditions d'un cessez-le-feu, accepté par l'ensemble des parties, le 5 septembre à Minsk sous l'égide de la Russie et de l'OSCE, n'ont pas été respectées plongeant le pays dans la guerre civile.

La décision du président ukrainien Petro Porochenko, soutenu par les oligarques, de couper les vivres à la population de l'est et d'avertir, par avance, le Conseil de l'Europe de « la suspension des droits de l'homme dans la zone de conflit » (!), ne peut que raviver les tensions et les souffrances d'une population gravement éprouvée par des mois de conflit qui ont fait 4000 morts, des milliers de blessés, des centaines de milliers de déplacés. Ce diktat brutal de Kiev est odieux et inacceptable.

Devant les risques d'un véritable embrasement en Ukraine, les forces de paix ne peuvent regarder en silence ce drame qui se joue en Europe même. Elles doivent agir au plus vite pour appeler à l'arrêt des combats et pour une solution négociée.

Le PCF appelle dans l'immédiat la France à s'investir pleinement au sein de l'UE pour une médiation diplomatique avec les « séparatistes » de l'est et le pouvoir central de Kiev, et avec la Russie.

Le PCF propose

1/ la création d'une force d'interposition formée par l'OSCE (dont la Russie est membre) qui serait déployée dans le Donbass principalement dans la zone de Donetsk et Lougansk pour geler les combats et établir une ligne de cessez-le-feu suite aux accords de Minsk ;

2/Le retour à une négociation à Minsk entre les parties en conflit sous l'égide de la Russie et de l'OSCE ;

3/Le déploiement d'une aide humanitaire d'urgence via le CICR ;

4/Dans le plus long terme, une réunion d'une conférence internationale en 2015 pour relancer un processus de partenariat de paix, de sécurité et de coopération communes en Europe via l'OSCE, en forme d'Helsinki II, 40 ans après les premiers accords d'Helsinki. Un processus qui permette d'avancer notamment vers un moratoire du déploiement de l'OTAN dans la région et l'interdiction des armes nucléaires tactiques en Europe.

Le siège du PCF accueille la NSC (hackers en sécurité) les 19, 20 et 21 novembre

Les 19-20-21 Novembre 2014, et pour la troisième année consécutive, le siège du PCF reçoit la conférence NSC (No Such Conference).

NSC est un cycle de conférences présentant des points de vue nouveaux et exclusifs sur la sécurité des systèmes d'information. Déjà reconnue comme l'une des meilleures conférences internationales (précédemment sous le nom de Hackito Ergo Sum), elle rassemble les experts internationaux du monde de la sécurité, associés aux hackers éthiques les plus respectés de la scène non institutionnelle, dite "underground". Les conférences sont propices au partage de bonnes pratiques, à la révélation de tendances et travaux de recherche inédits, dans le but de mieux anticiper les défis de la sécurité des systèmes d'information, mais fait une place toute particulière à de jeunes chercheurs français en passe d'éclorre.

Les éditions précédentes avaient rassemblé la scène émergente du hacking planétaire. Chaque année, 56 speakers internationaux ont assuré un programme de très haut niveau, et ont permis de réaliser un événement exceptionnel de classe mondiale.

Cette année, 300 participants seront présents à la conférence. Parmi les thèmes abordés : l'analyse de vulnérabilités, les architectures SCADA, le reverse Engineering, l'étude des attaques sur les infrastructures bancaires et de télécommunications, sécurité et Cloud Computing, le phénomène des botnets, Threat Intelligence...

Journée internationale des droits de l'enfant : « la France doit assurer la protection de ses enfants »

A la veille du 20 novembre, journée internationale des droits de l'enfant, deux rapports récents de l'Unicef nous alertent sur la dégradation des conditions de vie des enfants et des jeunes.

1. Le mal être des adolescents, miroir d'une société en crise : 43 % sont en situation de souffrance psychologique, et ce sont dans les situations les plus précaires que les tensions, les angoisses sont les plus fortes et les conduites addictives les plus fréquentes.

2. Les enfants de la récession : 2,6 millions d'enfants ont plongé sous le seuil de pauvreté dans les pays les plus riches du monde depuis 2008, ce qui fait 76,5 millions d'enfants. En France, on compte 440 000 enfants pauvres supplémentaires entre 2008 et 2012 (de 15,6 % à 18,6%).

Par ailleurs, près d'un jeune étudiant sur deux est dans le renoncement aux soins.

Est-ce ainsi que nos enfants vivent ?

Alors que notre pays a signé la convention internationale des droits de l'enfant (convention des Nations unies du 20 novembre 1989), il se doit de la respecter et d'assurer la protection de ses enfants.

Les préconisations de l'Unicef sont claires : il faut maintenir de solides filets de sécurité sociale, éliminer la pauvreté, faire du bien-être des enfants une priorité absolue.

La question n'est pas de laisser une dette aux générations futures, mais de leur assurer un avenir digne du 21^e siècle. L'heure n'est pas à diminuer les budgets sociaux du pays ni les dotations aux collectivités locales, l'heure est à sortir de l'austérité.

Nous demandons d'urgence, comme d'autres organisations qui agissent contre la pauvreté, la tenue d'une conférence nationale de la protection sociale.

Des mesures d'urgence doivent être prises pour combattre la pauvreté telles que la baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, l'ouverture en nombre de logements d'urgence, le blocage des loyers, l'accès aux associations caritatives des stocks de denrées alimentaires de l'Union européenne, le développement de la protection sociale en priorité pour les enfants et les jeunes.

Un gel des salaires serait un coup de poignard contre le monde du travail et une véritable déclaration de guerre (Olivier Dartigolles, PCF)

Alors que l'INSEE vient de publier son dernier "portrait social" de la France qui livre, par le détail, les ravages provoqués par l'austérité, le gouvernement s'apprête, jeudi prochain, à annoncer de nouvelles mesures antisociales.

Que dit l'INSEE? Que les dernières années sont marquées par une dégradation du marché du travail, une augmentation de la précarité et une stagnation du revenu salarial. Et que les politiques d'austérité ont amplifié la crise économique et sociale. Alors qu'entre 2002 et 2007, les salaires progressaient de 0,6% par an, leur hausse annuelle n'a été que de 0,2 entre 2007 et 2012. Les inégalités salariales ont même cessé de diminuer.

Que s'apprête à annoncer Emmanuel Macron au nom de la "croissance" et de "la compétitivité des entreprises" ? Le gel des salaires pendant trois ans et une remise en cause des 35 heures. Cette information sera publiée demain dans le journal allemand Der Spiegel.

Voilà donc le résultat des négociations franco-allemandes à quelques jours des recommandations de la Commission de Bruxelles sur le projet de budget 2015 de la France. Si cette information était confirmée, il s'agirait d'une déclaration de guerre contre le monde du travail. C'est très exactement le contraire qu'il faut faire pour redresser le pays et relancer la croissance par l'augmentation des salaires. Le gel des salaires serait une très grave erreur économiquement, une provocation socialement et, politiquement, une nouvelle étape dans un processus nourrissant l'écœurement et la désespérance, la droite et le FN.

On entend déjà les encouragements du patronat. Raison de plus pour, comme le propose le PCF, de réussir, du 1er au 5 décembre, la semaine de mobilisation contre le MEDEF et la politique d'austérité gouvernementale.

On devine aussi la désolation de femmes et d'hommes de gauche devant ce nouveau coup de poignard. Seul un mouvement permanent de riposte contre l'austérité et de rassemblement à gauche pour en sortir est de nature à modifier le rapport des forces jusqu'à faire reculer Hollande et le gouvernement Valls et imposer une politique de gauche.

Mexique : Le PCF exige le retour des 43 étudiants d'Ayotzinapa

Le PCF se joint aux mobilisations populaires qui se déroulent aujourd'hui partout au Mexique pour exiger le retour des 43 étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa enlevés le 26 septembre dans la ville d'Iguala et pour que la justice s'exerce contre tous les responsables de la répression qui a déjà fait au moins 6 morts dans cette ville. Ce crime commis à Iguala fait partie de la longue liste de disparitions et assassinats qui sont perpétrés contre des militants de la gauche, des journalistes et des défenseurs des Droits de l'Homme depuis trop longtemps.

Le choix de la date du 20 novembre pour manifester est un symbole ; c'est celle de l'anniversaire de la Révolution de 1910, moment fort dans l'histoire des luttes du peuple mexicain pour la démocratie et contre l'autoritarisme.

Les mobilisations qui ont lieu aujourd'hui sont l'expression de l'indignation de tout un peuple, de sa résistance contre les politiques répressives d'un régime qui agit en connivence avec le crime organisé et contre l'impunité qui règne au Mexique.

L'arrestation du maire d'Iguala qui a ordonné l'action contre les étudiants d'Ayotzinapa ne suffit pas. La lenteur avec laquelle la justice et les autorités politiques du pays ont agi met en évidence des complicités et le mépris avec lequel sont traitées les causes populaires. C'est aussi une démonstration du rejet d'un régime corrompu qui met en place des politiques qui approfondissent la pauvreté et les inégalités et qui livrent les richesses du pays aux transnationales.

Le PCF exprime sa solidarité avec les familles des 43 étudiants et avec tous ceux qui luttent au Mexique, comme les étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa, pour un Mexique démocratique, juste et indépendant.

30 ans des restos du cœur : une réalité douloureuse qui signe l'échec d'une politique

La pauvreté explose, 1 million de personnes vont encore recourir cette année aux restos du cœur, qui servent 130 millions de repas. Et cette association, comme de nombreuses autres, ne pourront plus faire face d'ici un an ou deux, car elles subissent, elles aussi, l'austérité. Aujourd'hui quatre millions et demi de personnes survivent avec les minimas sociaux. Trois millions de jeunes vivent sous le seuil de pauvreté. Les fins de droits ont augmenté de 56 % depuis 2008, ce qui explique le recours aux associations qui sont souvent la dernière branche de survie. Combien de drames humains derrière ces chiffres ?

Cette réalité douloureuse signe l'échec d'une politique : celle d'un gouvernement dont la boussole n'est pas le développement humain mais la courbe des profits des grandes entreprises, au nom de la compétitivité. C'est ainsi que les profits explosent et que 67 personnes détiennent dans le monde autant de richesses que la moitié de la population de la planète.

Les associations sont elles aussi impactées négativement par cette politique. Quatre associations humanitaires ont dû batailler ferme, avec le soutien des députés de la GUE, pour maintenir l'aide alimentaire européenne menacée de forte réduction. Elles subissent le recul des subventions publiques au profit des appels à projets et du marché, le recul des dons à cause de l'austérité, malgré la générosité des Français. Il faut là aussi une autre politique pour favoriser la vie associative, élément important du développement économique, social et de la vie démocratique. De premières mesures pourraient être prises, qui sont dans le rapport parlementaire présidé par Alain Bocquet.

L'explosion de la pauvreté est un drame social et humain. C'est aussi un drame économique. Il est grand temps de promouvoir une alternative sociale, écologique, politique à ce pouvoir et à sa politique.

Florange : L'inauguration d'un bâtiment ne peut faire office de politique industrielle (PCF)

Le Président de la République François Hollande s'est rendu dans la vallée de la Fensch (57) pour inaugurer l'Institut de la métallurgie. L'inauguration d'un bâtiment ne peut faire office de politique industrielle. La sidérurgie a besoin d'une relance de la filière liquide qui est indispensable pour assurer l'avenir et d'une politique de recherche ambitieuse libérée des exigences à courts termes du marché.

La population n'oublie pas que François Hollande a renié sa parole de candidat, en participant à la fermeture du haut fourneau d'Hayange, se soumettant ainsi aux exigences de la multinationale Mittal. Cette capitulation n'a fait que réduire la capacité productive du pays. Pourtant le besoin d'acier demeure une exigence moderne et à côté des outils existants, de nouveaux devraient permettre d'y faire face. En effet la proposition de création d'une aciérie électrique à Gandrange suppose un investissement de 120 millions d'euros et 60 millions sont nécessaires pour qu'un haut-fourneau puisse à nouveau couler de la fonte, et faire ainsi de la vallée de la Fensch un véritable site intégré de production. La sidérurgie est une filière indispensable pour l'avenir de notre pays.

Notre pays dispose des capacités nécessaires pour mettre en œuvre une nouvelle politique industrielle. Cela nécessite d'abord de se libérer des dominations financières et d'appeler à une nouvelle conception de la production intégrant les dimensions sociales, écologiques et démocratiques. Le PCF soutient et porte ces perspectives de réindustrialisation comme une exigence à la fois régionale et nationale, dans l'intérêt du développement économique et de l'extension des services publics. La politique actuelle tourne le dos à ces exigences. En se pliant au dogme de la compétitivité du capital, François Hollande abandonne l'industrie.

Plan Juncker : "un nouvel écran de fumée" (Pierre Laurent - PGE)

La Commission européenne a rendu public son soi-disant plan d'investissement pour l'Union européenne. Visiblement, Jean-Claude Juncker est meilleur dans l'élaboration de plan d'optimisation fiscale qu'en matière de développement économique.

Ce plan est un nouvel écran de fumée. Il s'agit d'un bricolage budgétaire qui s'appuie sur 21 milliards d'euros de fonds déjà existants. Le nouveau Fonds européen d'investissement stratégiques (FEIS) pourrait prêter trois fois cette somme, soit 63 milliards d'euros. Et pour atteindre les 315 milliards d'euros annoncés, la Commission parie sur un hypothétique effet d'attraction pour des fonds publics et privés alors qu'elle impose en parallèle la réduction des dépenses publiques et n'agit pas contre la spéculation financière à l'origine d'une baisse de 15 % du niveau d'investissement en Europe depuis 2008.

Aucune vision, aucune priorité n'est définie pour ces investissements qui seront laissé au libre arbitre du futur Président du FEIS et de ses « experts ». Non seulement la Commission n'a aucun projet de développement pour l'Europe mais elle en confisque l'élaboration au contrôle citoyen et démocratique.

C'est bien simple, il faut faire tout le contraire. Il faut d'abord en finir avec les politiques d'austérité. L'Europe a besoin d'un plan d'investissement démocratiquement élaboré, financé par le pouvoir de création monétaire de la Banque centrale européenne, dirigé vers les services publics et des coopérations industrielles visant la création d'emplois et un nouveau modèle de développement social et écologique.

IVG : un droit pour lequel il faut rester mobilisés

En ce jour marquant, du 40ème anniversaire de l'ouverture du débat sur l'Interruption Volontaire de Grossesse, je tiens à réaffirmer au nom du PCF, que ce droit chèrement acquis nécessite plus que jamais notre vigilance. Il s'agit sans aucun doute, de l'une des plus grandes conquêtes sociales de ce siècle, obtenue de hautes luttes, par la mobilisation des militantes et des associations féministes, de femmes et d'hommes politiques ainsi que par le courage de Madame Simone Veil.

Or, on assiste depuis quelques temps à une recrudescence des mouvements anti-IVG, et à une certaine banalisation de propos injurieux et culpabilisateurs pour les femmes. Annuellement, en France, plus de 200 000 femmes ont recours à une IVG, chiffre stable depuis quelque temps. Et pourtant, force est de constater qu'il est de plus en plus difficile d'avorter en France. Les restrictions budgétaires qui ont cours, notamment dans le domaine de la santé publique ont des conséquences graves sur le recours à l'avortement dans notre pays.

Un rapport du Haut conseil à l'égalité a montré que 130 établissements pratiquant les IVG ont fermé dans notre pays au cours des dix dernières années. Marie George Buffet, députée, a déposé un projet de résolution pour réaffirmer « le droit fondamental à l'IVG en France et en Europe ». C'est un point d'appui pour toutes celles et tous ceux qui défendent ce droit, cette liberté. Les communistes sont et resteront mobilisés pour que l'IVG bénéficie de moyens humains et financiers permettant aux femmes d'avorter dans de bonnes conditions.

Laurence Cohen, responsable nationale du PCF, « Droits des femmes/Féminisme », sénatrice du Val de Marne

Présidentielle Uruguay : le PCF salue la victoire de Tabaré Vazquez

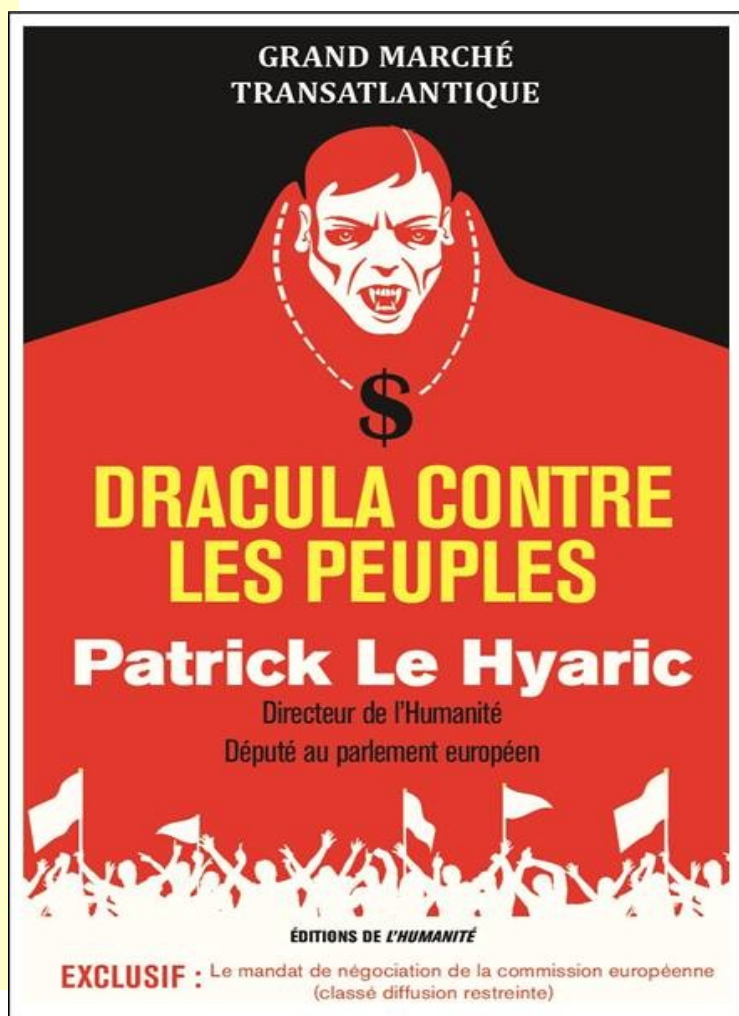
Le PCF adresse ses plus fraternelles félicitations à Tabaré Vazquez qui vient d'être élu avec plus de 53% des voix à la présidence de l'Uruguay, à Raul Sendic qui sera son vice-président et au Front large pour cette victoire indiscutable obtenue ce dimanche 30 novembre.

Le peuple uruguayen avait déjà apporté, lors du premier tour, un soutien clair aux politiques de transformation sociale en lui donnant une majorité au Parlement. C'est aujourd'hui la reconnaissance du peuple uruguayen pour les changements accomplis par les gouvernements du Front large depuis la première élection de Tabaré Vazquez à la présidence en 2004 et celle de José Mujica qui cédera son mandat au nouveau président.

Les progrès en matière de niveau de vie, le recul spectaculaire de la pauvreté, les politiques de justice fiscale et l'adoption de droits nouveaux pour les travailleurs montrent qu'il est possible de mener une politique de croissance économique fondée sur la redistribution des richesses et la justice sociale.

A lire

Le livre de Patrick Le Hyaric « Grand marché transatlantique : Dracula contre les peuples » aux éditions de l'Humanité. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !



L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
Dossier coût du capital



Reconnaissance de l'État palestinien : « C'est la voix du droit qui l'a emporté » (Pierre Laurent)

Le vote à l'Assemblée nationale et l'adoption de la résolution en faveur de la reconnaissance de l'État palestinien par 339 voix contre 151 marque un jour de réjouissance pour tous ceux qui luttent pour la paix et la justice depuis tant d'années. Les communistes se félicitent du pas franchi par les députés français, un pas qui était attendu d'eux par tous les pacifistes qui veulent la réussite d'une solution à deux États. C'est la voix du droit qui l'a emporté.

Au Sénat le 11 décembre prochain, notamment à l'initiative des sénateurs communistes et républicains, une résolution sera soumise au débat.

Les parlementaires européens se prononceront quant à eux en décembre à l'initiative du groupe de la Gauche unitaire européenne (GUE-NGL) et du groupe socialiste et démocrate (S&D).

L'autorité palestinienne va soumettre au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution réclamant le retrait israélien, d'ici deux ans, des territoires palestiniens. La France a de grandes responsabilités de par sa position de membre permanent du Conseil de sécurité. En appuyant la demande de l'autorité palestinienne, la France peut retrouver un rôle positif sur la scène internationale. Le temps n'est plus aux tergiversations.

C'est pour cela que le Parti Communiste appelle dès aujourd'hui à amplifier la mobilisation, et avec le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI), mettra à disposition pétition et outils militants pour maintenir la pression sur le gouvernement français.

Le moment est venu, monsieur François Hollande, pour une paix juste et durable au Proche-Orient. La reconnaissance de l'État de Palestine, c'est maintenant !

Appel à manifester le 30 novembre contre le Sida

A quelques jours de la Journée mondiale contre le sida, le 1er décembre, il est important de rappeler l'essentiel : l'épidémie de sida est toujours active en France. Chaque année, ce sont entre 7 000 et 8 000 personnes qui sont contaminées. La moitié des nouvelles contaminations ont pour origine des personnes dont l'infection n'est pas diagnostiquée. Or, depuis quelques années, le nombre de dépistages stagne. Manifestement, ce n'est pas suffisant : en deux ans, le nombre de dépistages positifs a augmenté de 7%.

Aujourd'hui, 30 000 personnes seraient porteuses du virus sans le savoir. Il est donc indispensable – et urgent – d'appliquer une vraie politique de dépistage et de prévention. Les solutions existent : renforcer le maillage territorial des centres de santé sexuelle, assurer la gratuité de tous les outils de prévention, distribuer massivement des autotests et garantir une éducation à la santé et à la sexualité en milieu scolaire.

La réussite d'une telle politique passe aussi par un soutien accru à la recherche scientifique publique pour le développement de nouveaux traitements thérapeutiques et d'un possible vaccin contre le VIH. Notre proposition d'un pôle public du médicament et de la recherche est plus que jamais d'actualité. Mais le gouvernement reste sourd à ces revendications légitimes, et leur préfère une politique d'austérité qui fragilise l'hôpital public et menace notre système de santé.

La lutte contre le VIH doit redevenir une priorité politique. L'objectif est connu : demain, une génération sans sida. Mobilisons-nous pour en faire une réalité dès maintenant.

Le PCF sera mobilisé aux côtés d'Act Up et tous les signataires de l'appel à manifester le 30 novembre 2014 à 15h, Place de la République à Paris.

Ian Brossat, pour Fier-e-s et révolutionnaires, collectif contre les discriminations LGBT du PCF

Jean-Luc Gibelin, pour la commission Santé et protection sociale du PCF

Journée internationale des droits de l'enfant : non-assistance à génération en danger le 20 novembre 2014

Nous célébrons aujourd'hui les 25 ans de la convention internationale des droits de l'enfant (CIDE). Alors que nous devrions nous féliciter d'une conquête importante, nous constatons que ces droits sont bafoués quotidiennement.

En effet, les rapports successifs tirent la sonnette d'alarme sur une génération qui subit les dégâts dévastateurs de la crise. La pauvreté des enfants augmente dans la majorité des pays développés. La France se classe 30e sur 41 dans ce classement et la pauvreté des enfants y a crû de plus de 3% entre 2008 et 2012, soit 400 000 enfants supplémentaires. D'autres pays comme la Grèce, l'Espagne ou l'Islande sont encore plus violemment touchés avec une augmentation de plus de 50%.

Ces chiffres ne sont que le reflet de politiques économiques dévastatrices qui attaquent les droits fondamentaux, les services publics et les systèmes d'aide sociale au nom de la compétitivité. Ce ne sont que les prémices de situations dramatiques.

Les enfants sont les premières victimes des politiques inégalitaires et violentes d'austérité à l'œuvre dans le monde.

En France, ce sont eux les premières victimes de la crise. Par la casse continue de l'éducation, des enfants se retrouvent sans enseignant, sans moyen dans leur établissement, brisant leur droit à se construire en tant que citoyen. Le démantèlement des structures d'éducation populaire et de solidarité de proximité portés par les collectivités locales aggrave cette situation. Enfin, l'augmentation du chômage et de la précarité au travail fragilise les familles et en premier les enfants.

Alors que 22,5% des 18-25 ans vivent déjà sous le seuil de pauvreté, doit-on attendre le pire ?

Où sont les défenseurs de la famille quand des enfants Roms dorment dans des bidonvilles avec leur famille et qu'on leur refuse l'accès à l'école ? Où sont les défenseurs de la famille quand des lycéens sans-papiers dorment dans la rue en raison de l'irresponsabilité de l'État et de collectivités qui refusent de les prendre en charge car ce serait « trop cher » ? Où sont les défenseurs de la famille quand la modulation des allocations familiales menacent les aides sociales pour certaines d'entre elles ?

Les enfants subissent chaque jour les politiques irresponsables et dangereuses de leurs aînés, ils sont abandonnés au nom de la loi du profit immédiat. Cette société les méprise et les voit comme une menace alors qu'elle nous plonge dans les affres de l'horreur. Les tragédies de ce monde l'illustrent bien.

Quand le virus Ebola se propage, en conséquence de trente ans de politiques de libéralisation en Afrique, ce sont les écoles qui ferment en premier.

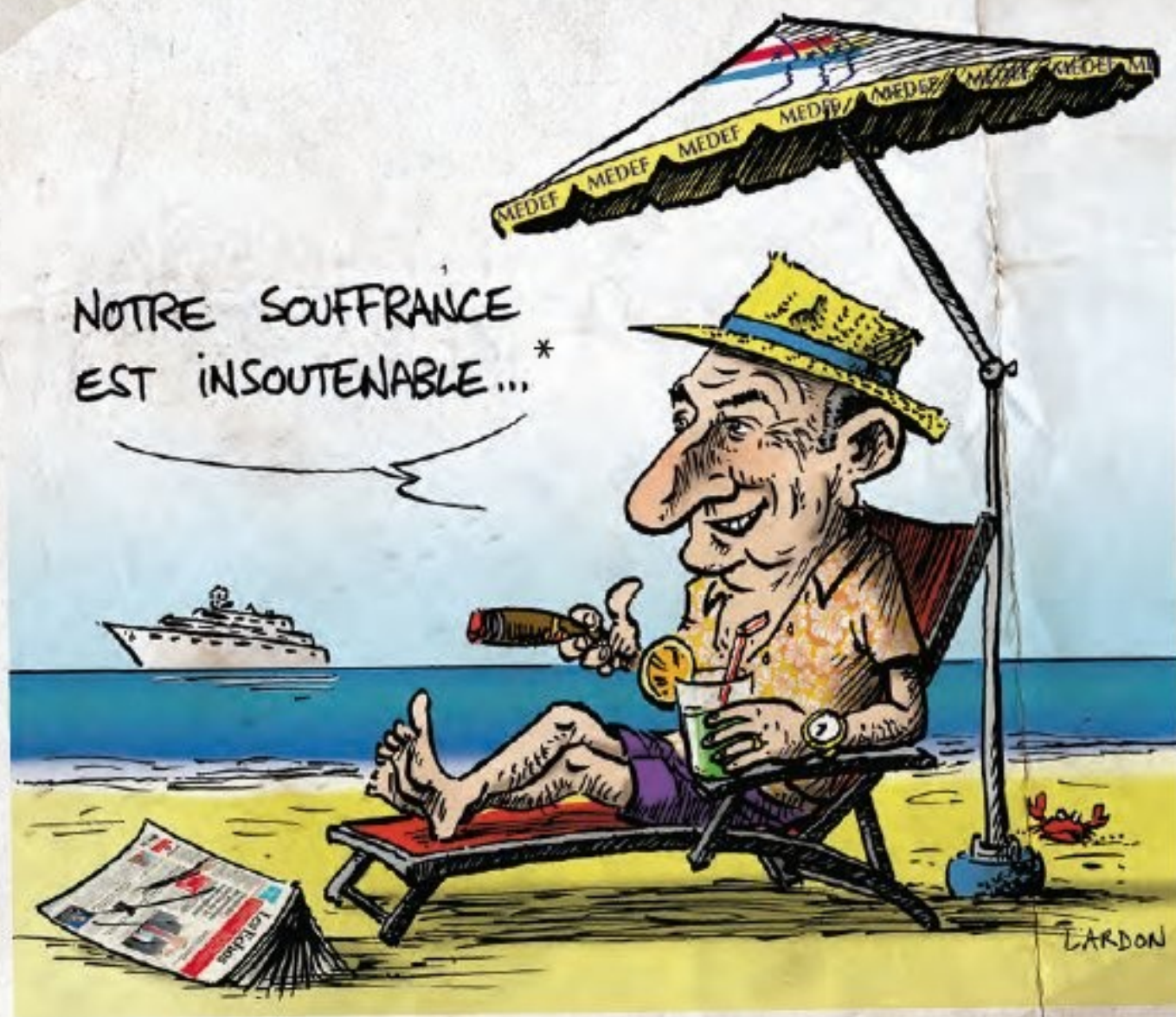
Quand les guerres font rage avec l'aval des grandes puissances et leur soutien politique ou financier, ce sont des jeunes qui meurent en premier et ce sont souvent des orphelins par milliers qu'on récupère derrière.

Alors que les dirigeants de ce monde vont profiter de cette journée pour affirmer l'importance de l'enfance, il faudrait inventer un nouveau droit pour compléter la charte établie il y a 25 ans : celui de non-assistance à génération en danger.

Il permettrait de faire le procès de politiques criminelles menées contre notre avenir. Ce système ne peut répondre à nos attentes. La réalisation pleine et entière des droits de l'enfant ne peut être aboutie quand les besoins humains ne sont pas au cœur des objectifs politiques. Parce que les enfants d'aujourd'hui méritent mieux et doivent pouvoir se construire en tant qu'individus libres, il est de temps de matérialiser ces droits dans leur quotidien.

La souffrance de Gattaz

PARLONS-EN !



* Déclaration de Pierre Gattaz (président du MEDEF) - Le Figaro.fr le 6 novembre 2014

Après avoir demandé le droit de licencier sans justification et la suppression de l'Impôt sur la fortune (ISF), Pierre Gattaz organise avec le Medef, une semaine de provocation patronale, du 1^{er} au 5 décembre, pour sangloter et exprimer « la souffrance des patrons ».

Le MEDEF se moque du monde

Depuis 2012, le MEDEF a tout obtenu du gouvernement : multiplication des exonérations, démantèlement du code du travail, précarisation, subventions publiques, recul de l'âge de la retraite... Tout cela en pure perte : le chômage atteint des records historiques, la précarité explose, l'économe est à l'arrêt. L'austérité fait des ravages. Seuls le patronat et les grandes entreprises profitent de cet immense gâchis. Et ils en veulent toujours plus. Pourquoi s'en priver ? Depuis 2012, Hollande et ses gouvernements n'ont cessé leur servir la soupe !

La vérité sur le MEDEF

Il ne faut pas confondre les petites entreprises et celles du CAC 40. Les premières, majoritairement, sont asphyxiées par les banques et subissent la loi des grands groupes. Les secondes représentent une véritable caste. Une centaine de personnes trustent les sièges de leurs conseils d'administration. Gattaz défend bec et ongles les intérêts de cette oligarchie. **Aujourd'hui, le gouvernement et le patronat doivent rendre des comptes.**

Où va l'argent public versé au patronat ? Où va l'argent prêté aux banques par la BCE à 0,05 % d'intérêt ? Quelles sont les retombées réelles de ces cadeaux sur l'emploi et les salaires ? A ces questions, le MEDEF, le gouvernement et les grands médias se gardent bien d'apporter des réponses. Et pour cause ! Le vrai scandale, c'est le coût du capital !

Les vrais assistés sont au MEDEF

Les prestations aux entreprises ? Plus de 200 milliards d'euros, dont 30 d'exonérations de cotisations, 10 de Crédit impôt compétitivité-emploi (CICE), 6 de Crédit Impôt Recherche... Cette politique se poursuit depuis 30 ans, sans aucune efficacité sur l'emploi. La question dérange. Peu d'entreprises osent donner les chiffres et les services de l'État sont silencieux. Mais nous savons que des grands groupes, tels que Auchan, Orange, PSA ou Sanofi ont encaissé des millions au titre du CICE sans aucune contrepartie.

Proposition

Une modulation du taux des cotisations sociales patronales pour pénaliser les entreprises qui cassent l'emploi, versent des bas salaires, préfèrent les profits financiers.

LA LISTE DU PÈRE NOËL 2013/2014

PSA PEUGEOT CITROËN

CICE 2013
80 millions d'euros

CICE 2014
120 millions d'euros

orange™

CICE 2013
79 millions d'euros

CICE 2014
118 millions d'euros

Auchan

CICE 2013
38 millions d'euros

CICE 2014
55 millions d'euros

SANOFI

CICE 2013
11 millions d'euros

CICE 2014
16,5 millions d'euros

Les vrais fraudeurs sont au MEDEF

L'argent est là pourtant : la fraude fiscale pour 50 milliards, la fraude aux cotisations sociales patronales pour 20 milliards, l'évasion fiscale entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année... Il faut avoir le courage d'aller les chercher.

Proposition

Mettre en œuvre les 61 propositions avancées par la commission parlementaire contre l'évasion fiscale.

Les cadeaux fiscaux, c'est pour le MEDEF

C'est le grand dada du MEDEF, de l'UMP, du FN et du gouvernement : il faut réduire les impôts ! Ce slogan occulte une vraie question : l'injustice aujourd'hui devant l'impôt. Avec la TVA qui rapporte trois fois plus que l'impôt sur le revenu et six fois plus que l'impôt sur les sociétés, on paye tous l'impôt. La vérité c'est que la pression fiscale est plus forte sur les couches moyennes et populaires que sur les plus riches.

Proposition

Une véritable réforme fiscale de gauche pour un Impôt Juste, utile et éthique.

La cupidité, c'est le MEDEF

Dividendes, rachats d'actions et circuits financiers captent une part croissante de la richesse produite. La part des dividendes dans la richesse produite est passé de 2% au début des années 1980 à 14% en 2013.

Les dividendes et rachats d'actions - stériles économiquement : ni emploi, ni investissement - viennent d'atteindre 95% du résultat des entreprises cotées à Wall Street ! En France, pour le CAC 40, ce taux a dépassé 80% en 2013.

Proposition La mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que celui de la cotisation sociale des salariés.

L'argent des banques, c'est pour le MEDEF

La Banque Centrale Européenne s'apprête à réinjecter 1.000 milliards d'euros en prêtant aux banques commerciales à un taux de 0,05% ! Mais elle ne prête toujours pas aux États, alors qu'un pays comme la France pourrait économiser plusieurs milliards d'euros sur les 45 milliards du « service de la dette » en se refinançant directement auprès de la BCE !

Proposition La BCE doit prêter directement aux États.



TENONS TÊTE AU MEDEF !

1. SEMAINE DE MOBILISATION

Dans chaque département comme au plan national, **les communistes organisent du 1^{er} au 5 décembre**, une contre-semaine **d'actions et de mobilisations** face au MEDEF et à la politique gouvernementale d'austérité.

2. PIERRE LAURENT LANCE UN DÉFI AU MEDEF

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lance un défi à Pierre Gattaz, président du MEDEF « Venez débattre avec moi, argument contre argument, de ces questions à la télévision pour que les Françaises et les Français se fassent leur opinion ».



Pour faire reculer le danger fasciste Faire grandir la résistance aux oligarchies économiques Unir pour la rupture avec le capitalisme !

Une situation dangereuse

Notre pays s'enfonce dans une longue crise économique et sociale. Le peuple paie au prix fort l'avidité des grandes fortunes mondialisées. La vie est de plus en plus difficile et incertaine, une partie de la population s'installe dans la misère et la précarité, des droits qui paraissaient intouchables sont remis en cause.

Cela crée une crise politique profonde, conséquence de la complicité entre les gouvernements successifs et le patronat, leur soumission aux ordres de l'Union Européenne, bras armé du capital.

Il faudrait des mesures de justice sociale, rééquilibrer la balance du côté des travailleurs. Mais l'espoir a sombré devant les reniements et les mauvais coups du gouvernement Hollande. Comment s'étonner que dans ce désespoir populaire qui fait l'abstention, le parti de Marine Le Pen se soit placé au centre de la vie politique après les municipales et les européennes de 2014 ?

La situation est grave et dangereuse. Les élections municipales ont montré les rapprochements possibles entre la droite et le FN, le double jeu des identitaires et du FN.

Le fascisme, la face la plus noire du capital !

Le FN, comme tous parti fasciste, se présente comme un allié des « petites gens », l'anti-système. Il parle des problèmes quotidiens, propose des mesures sociales, défend la Nation contre l'Union européenne...

Mais au pouvoir, c'est une autre chanson qui s'applique aux peuples. Ils révèlent leurs vrais visages, meilleurs alliés des grands patrons qui le leur rendent bien. La famille Le Pen est une des grandes fortunes de France !

En Ukraine, c'est avec des néo-nazis que les riches oligarques imposent leur loi au peuple, les restructurations capitalistes, désorganisent la société, mettent à l'index la population russophone, créant les conditions d'une guerre meurtrière aux portes de l'Europe au service de la domination impérialiste US.

Le programme du FN vise d'abord à renforcer la concurrence de tous contre tous, à libérer les entreprises de toute contrainte, à favoriser tous les communautarismes.

Dénoncer le FN, cela ne suffit pas pour l'arrêter !

Depuis des années, nous pouvons constater que descendre dans la rue pour dénoncer l'idéologie du Front National ne suffit pas à le faire reculer. De plus en plus de gens, excédés par une alternance qui ne change rien et fait toujours pire, envisagent de voter FN, un vote qui n'a jamais été gagnant.

Pour eux, il n'y a rien à attendre de la gauche et de la droite. Ce sont toujours les mêmes qui sont servis, les grandes fortunes du monde entier qui rêvent d'exploiter sans limites, et organisent pour cela la guerre entre les travailleurs de tous les pays. Le carburant du vote FN est dans ces politiques de « concurrence libre et non faussée ». Le racisme est l'arme pour construire des boucs émissaires et empêcher le peuple de s'unir.

Pour battre le FN, reconstruire un choix populaire de rupture

La seule alternative populaire au fascisme est dans la bataille pour des mesures de rupture :

- Nationalisation des secteurs bancaires et financiers, des secteurs vitaux pour le pays, et notamment re-nationalisation immédiate d'EDF-GDF et de la Poste
- Plan de développement des services publics, en priorité école, santé, transports et postes avec les embauches statutaires nécessaires
- Remise en cause fondamentale de la dette publique organisée par le système financier.
- Interdiction des licenciements et des délocalisations et appropriation par les salariés avec le concours

- de la force publique des entreprises désertées ou bradées par leurs actionnaires
- Augmentation significatives des salaires, des pensions et minima sociaux
- Rétablissement de la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 années de cotisation et départ dès 55 ans pour les métiers pénibles
- Blocage des prix des produits de première nécessité
- Construction de logements sociaux à hauteur des besoins, blocage des loyers et interdiction des saisies et expulsions pour les familles en difficultés
- Non application des directives européennes et réaffirmation de la souveraineté populaire de la France
- Sortie de l'alliance atlantique, refus d'intervention militaire de la France dans un pays souverain

U.E, Euro, arrêtons les dégâts ! Ne laissons pas détruire les nations !

- En 2000, le passage à l'euro nous a été imposé, il découlait du Traité de Maastricht.
- En 2005, les français constatant les dégâts ont exprimé leur refus de perte de leur souveraineté nationale en votant Non au Traité Constitutionnel européen.

Sarkozy a foulé au pied la démocratie en imposant finalement ce traité au peuple et Hollande ne fait pas mieux aujourd'hui face aux directives de la Commission européenne.

Attaquée par en haut par l'Union européenne qui impose ses directives, attaquée par en bas par l'Acte 3 de la décentralisation qui affaiblit les communes et départements et crée de grandes régions, la nation – celle de Jaurès et de Robespierre- est lourdement attaquée. Dans sa course aux profits sans entrave, le capital a besoin de détruire les cadres que se sont donnés les peuples pour organiser leur vie ; en Ukraine, en Syrie, en Lybie, c'est la guerre. En France ce sont des réformes institutionnelles.

Arrêtons de tenter d'expliquer au peuple que nous allons transformer l'Union européenne, alors qu'il constate tous les jours ses méfaits, son inaccessibilité, son engagement guerrier dans plusieurs conflits internationaux.

Nous devons reprendre notre droit de décider dans le cadre national, pour construire enfin de nouvelles coopérations mutuellement avantageuses, en Europe comme dans le monde, pour une France solidaire, avec tous les pays non alignés, ces « BRICS » qui font si peur à l'Occident impérialiste.

Vénissieux, une ville engagée contre l'extrême droite.

Troisième ville de l'agglomération, Vénissieux a toujours résisté à la droite et à l'extrême droite, et l'a fait reculer depuis le choc de son résultat de 1995. Cette résistance s'est faite sur la base d'une politique qui a gardé le cap à gauche : Maintien de 50 % de logements sociaux, développement des services publics dans tous les quartiers, solidarité aux salariés en lutte et défense de l'emploi industriel, accès aux transports publics et à de grands équipements culturels et sportifs, protection des plus démunis... malgré la baisse des dotations aux collectivités et les menaces qui pèsent sur le pouvoir de décision des communes.

Nous travaillons avec détermination pour unir les Vénissiens et développer une ville rebelle et solidaire. Comme d'autres villes communistes, la droite utilise les manœuvres malhonnêtes des identitaires exclus du FN pour tenter de faire annuler les élections. Et les dirigeants du FN déclarent mettre toute leur force à construire une liste à Vénissieux.

**Nous ne les laisserons pas déstabiliser la Ville
La bataille contre la droite et le FN, c'est tout de suite à Vénissieux !**

- **Judi 11 décembre, meeting de soutien à la majorité municipale (salle Joliot-Curie)**
- **Samedi 31 janvier 2015 : Rencontres Internationalistes avec les ambassadeurs de Cuba, du Venezuela et de Bolivie, des dirigeants communistes d'Europe de l'Est, un représentant du maire de Jénine...**

PCF

Parti communiste français

Haute-Savoie

8 rue Antoine Berthod
74960 MEYTHET

☎ 04.50.22.33.00

☎ 09.54.31.78.12

e-mail : contact@pcf74.org

Communiqué de presse

Lundi 1^{er} décembre 2014

Du 1^{er} au 5 décembre le Medef organise une semaine de provocation patronale, pour sangloter et exprimer « la souffrance des patrons ». Le Medef ne manque pas de toupet. Il se moque du monde.

Ces dernières années il a obtenu tout ce qu'il voulait des gouvernements successifs, y compris l'actuel. Simultanément le chômage n'a cessé d'augmenter, les salaires sont bloqués, précarité, temps partiels imposés sont devenus la norme, 90% des embauches sont des contrats précaires. En Haute-Savoie la seule dynamique d'emploi se trouve en Suisse. Il n'y a jamais eu autant de frontaliers (88.000). Pourtant les salaires sont nettement plus élevés en Suisse qu'en France.

Les vrais assistés sont au Medef. L'ensemble des aides aux entreprises s'élève à 200 Milliards € par an dont 60 Milliards d'exonérations sociales. Aucune des multiples études conduites (par la cour des comptes, les commissions d'enquête parlementaire, ...) n'en démontre le moindre impact positif sur l'emploi. Le CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi) s'y ajoute pour un montant de 10 Milliards cette année et plus de 20 l'an prochain. Et le pacte de responsabilité en remet encore une louche. Déjà en 2007, par la suppression de la taxe professionnelle remplacée par la contribution économique territoriale les entreprises ont gagné 13 Milliards €.

Les cadeaux fiscaux c'est pour le Medef. Pourtant avec la TVA qui rapporte trois fois plus que l'impôt sur le revenu et six fois plus que l'impôt sur les sociétés, on paye tous l'impôt. La vérité c'est que la pression fiscale est plus forte sur les couches moyennes et populaires que sur les plus riches. L'argent est là pourtant : la fraude fiscale s'élève à 50 Milliards, la fraude aux cotisations sociales patronales à 20 Milliards, l'évasion fiscale entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année ... Il faut avoir le courage d'aller les chercher.

Il ne faut pas confondre les petites entreprises et celles du CAC 40. Les premières, majoritairement, sont asphyxiées par les banques et subissent la loi des grands groupes. Les secondes représentent une véritable caste. Une centaine de personnes trustee les sièges de leurs conseils d'administration. Gattaz défend bec et ongles les intérêts de cette oligarchie.

Ça suffit. Le patronat doit rendre des comptes.

J'ai adressé, aujourd'hui, un courrier au Préfet de Haute-Savoie pour lui demander la liste des entreprises de Haute-Savoie bénéficiaires du CICE avec le montant attribué à chacune.

J'invite les salariés à questionner leurs employeurs pour connaître la somme dont ils bénéficient et l'usage qu'ils envisagent d'en faire. Selon le ministère des finances elle est comprise entre 600 à 900 € par salarié.

J'invite l'ensemble des habitants à poser ces questions, c'est finalement de leur argent dont il est question.

Gilles Ravache
Conseiller régional
Secrétaire départemental du PCF

PCF

Parti communiste français

Haute-Savoie

8 rue Antoine Berthod
74960 MEYTHET

☎ 04.50.22.33.00

☎ 09.54.31.78.12

e-mail : contact@pcf74.org

Annecy le lundi 1^{er} décembre 2014

M. Georges-François Leclerc
Préfet de Haute-Savoie

Monsieur le Préfet,

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) est pleinement appliqué en 2014.

Calculé sur la base de 6% de la masse salariale brute en dessous de 2,5 SMIC, il rapporte aux entreprises bénéficiaires entre 600 et 900 euros par salarié pour un coût total estimé à 20 milliards d'euros, selon les services du ministère des finances.

Compte tenu du niveau des salaires dans notre département la plupart de ses entreprises en bénéficie.

Par ailleurs il est financé par la hausse de la TVA que tous les consommateurs paient, quelques soient leurs revenus. Il est souhaitable qu'ils sachent où va l'effort qui leur est demandé. D'autant que le CICE est présenté comme devant permettre des créations d'emplois et des investissements nécessaires au développement de notre économie.

Pour la transparence, indispensable dans une société démocratique, je vous demande de bien vouloir me communiquer la liste des entreprises concernées et le montant dont elles bénéficient.

Je vous en remercie par avance et vous prie de recevoir, Monsieur le Préfet, l'expression de mes respectueuses salutations.

Gilles Ravache
Conseiller régional
Secrétaire départemental du PCF



L'alternative c'est maintenant !

Lors du week-end des 8 & 9 novembre les communistes du Chablais ont participé avec 800 délégués venus de tout le pays à Montreuil à une conférence-débat pour décider de manière sereine et responsable des moyens d'action pour contrer la politique gouvernementale, et pour rassembler autour de la gauche de transformation sociale.

Pierre Laurent a lancé un appel à construire ensemble un autre avenir : *« l'alternative c'est maintenant ! »*

La France n'est pas condamnée au chaos et il est possible de changer de politique. Mais il y a **URGENCE !**
C'est **NOTRE** affaire ! C'est **VOTRE** affaire !

Les calculs politiques envisageant la victoire de la droite et de l'extrême droite ne doivent pas nous détourner de l'obligation de créer ensemble une majorité populaire contre cette politique d'austérité. Hollande et Valls ne sont plus légitimes : ils ont trahi l'espoir que beaucoup avaient mis en eux.

Partout en Europe cette politique d'austérité vacille. Les salariés belges, allemands, italiens.. demandent des comptes. Syriza, le Front de Gauche grec, confirme son influence électorale.

Les communistes avancent des propositions que **NOTRE** gouvernement de gauche pourrait mettre en place (contrôle des fonds publics, réorientation des crédits, réforme fiscale, hausse des salaires, VIe République...).

"Personne ne peut plus rester au milieu du gué".



A vous tous, convaincus de l'impasse actuelle, de participer à la construction de cette alternative. Avec le Front de Gauche, les communistes sont disponibles dès à présent pour un travail en commun.

Nous avons besoin de l'expertise, de la pratique du quotidien, des idées des militants politiques, des mouvements sociaux, des syndicalistes, des salariés, des citoyens... Assez des constats ! Nous VOUS attendons pour travailler à la possibilité d'un monde plaçant l'humain d'abord !

C'est ce que nous voulons porter avec vous lors des prochaines élections départementales en mars 2015. Celles-ci seront une étape essentielle vers la construction de l'alternative à gauche pour 2017.

Contrairement à ce que dit le dicton "à l'impossible, nul n'est tenu", rêvons ensemble car nous sommes tenus à l'impossible ! Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas laisser croire que la seule solution pour manifester son mécontentement serait l'abstention ou le vote Marine Le Pen.

Ensemble retrouvons les valeurs qui ont fait de la France un modèle économique et social pour bien des pays. L'austérité n'est pas une fatalité, c'est le choix d'un modèle économique pour favoriser le monde financier.

Réforme territoriale

**L'Égalité républicaine est en danger
Ne nous laissons pas voler notre voix**

Exigeons un référendum !



Alerte : Réforme territoriale, démocratie en danger !

Actuellement se discutent dans tous les conseils municipaux la réforme territoriale, une loi majeure qui va considérablement bouleverser l'organisation de notre société. Cette loi, initiée par N. Sarkozy et poursuivie par le gouvernement actuel vous concerne tous :

- c'est un retour au pouvoir autoritaire et absolu de l'Etat. La loi portant sur la réforme territoriale est imposée aux collectivités territoriales, imposée au peuple; elle va aggraver la crise de la démocratie.
- c'est une loi qui s'inscrit totalement dans le projet ultralibéral européen et acte l'abandon de principes fondateurs de notre République : l'égalité et la solidarité entre tous, entre citoyen(ne)s, entre territoires.
- elle prolonge tous les projets néfastes des dernières années comme la privatisation des services publics, la désindustrialisation, la crise agricole.
- elle va développer les inégalités entre territoires, participer à leur mise en concurrence.
- les grands services publics, les collectivités territoriales, vont être confrontés à la privatisation, à la cession d'activités au privé, à la fin de la gratuité de nombreux services.
- la baisse drastique des dotations aux collectivités va les contraindre à une augmentation de la fiscalité, avec un Etat de moins en moins solidaire...
- la ruralité sera mise à mal, le développement de grandes métropoles va tout aspirer : projets, financements...
- des conséquences désastreuses à terme pour les salariés des collectivités locales : baisse d'effectifs, statut revu à la baisse avec pour corollaire une baisse de la qualité des services rendus au public.

Les communistes, le Front de Gauche, font des propositions concrètes :

- **Maintien du principe de la libre administration des collectivités territoriales et des deux piliers de base que sont les communes et les départements.**
 - sortir de la crise de notre démocratie par :
 - . l'instauration d'une véritable démocratie citoyenne avec la création d'une VI^e République ;
 - . le maintien des principes de proximité et de solidarité ;
 - . la promotion d'un Etat solidaire garant de l'égalité entre les citoyens et les territoires.
 - le développement d'une véritable coopération entre les communes, les intercommunalités, département et région, Etat et Europe.
 - une fiscalité enfin juste pour tous avec un capital participant au même niveau que le travail à la vie et aux besoins du pays.
- pour un nouvel aménagement du territoire intégré dans un nouveau mode de développement, socialement juste, économiquement efficace, respectueux de la nature.



Les prochaines élections départementales en mars 2015 vont être au cœur de ces enjeux. Elles peuvent être un grand moment de sursaut démocratique ! Les communistes souhaitent y contribuer, avec le Front de Gauche, et tous ceux qui refusent cette réforme profondément anti-démocratique.

PCF Chablais : nous contacter

pcfchablais@gmail.com

118 chemin des Huches 74200 Allinges

site national du PCF: <http://www.pcf.fr>



Lyon, le 28 novembre 2014

FUSION RHONE-ALPES-AUVERGNE : QUAND L’AFFICHAGE REMPLACE LE DEBAT

Alors que le comité de suivi régional de la fusion RA-Auvergne se réunissait hier, le groupe FDG s’étonne qu’un communiqué de presse annonçant « les 10 premières mesures » de la fusion soit sorti la veille. La presse était donc au courant de ces mesures avant les élus qui ont pu en prendre connaissance dans un article du Progrès en date du 26 novembre.

Cela peut surprendre sur la méthode : comment sont associés les élus et les citoyens à ce qui est en train de se dessiner ? Les présidents de Région entendent-t-ils acter unilatéralement du contenu de cette fusion qui a elle-même été décidée entre les murs de l’Elysée, sans concertation avec les élus de proximité, ni consultation des citoyens.

Nous attendions pourtant autre chose du Président de Région, qui déclarait le 20 novembre dernier au « Huffington Post » : « la réforme territoriale doit être, pour l’élu régional que je suis, le premier cas pratique de cette refondation démocratique et de cette révolution décentralisatrice que j’appelle de mes vœux et qui doit permettre de légitimer à la source les décisions que nous prenons ». Le premier acte du président ne laisse pas réellement présager la « refondation démocratique » promise...

Mais cela peut également surprendre sur le fond : à l’instar du groupe FDG Auvergne qui évoque des « annonces creuses pour éviter les vrais débats », nous constatons que derrière l’exercice de communication les mesures en question tombent vite à plat.

Est ainsi évoqué le sujet d’une ligne de train directe entre Lyon et Clermont, sujet que les habitants attendent de longue date. Mais si elle devait se faire, ce serait uniquement sur décision de l’Etat de mettre en place un TET (Trains d’Equilibre du Territoire). Il en va de même pour l’école de cancérologie.

Les présidents de Région seraient donc bien inspirés d’expliquer aux Rhônalpins ainsi qu’aux Auvergnats, ce que la fusion va amener de plus à la réalisation de ces projets ?

On nous parle de la « présence commune sur les grands salons » mais quid des questions qui interrogent réellement les citoyens : le pouvoir d’achat, le chômage, la disparition des activités économiques ! Si fusion il devait y avoir, cela devrait permettre d’aligner par le haut les acquis des deux régions les plus bénéfiques pour les populations. Il faudrait peut-être commencer par dire ça.

Si fusion il devait y avoir, elle devrait associer l’ensemble des acteurs concernés au projet avant la prise de décision. Les élus FDG exigent un véritable débat démocratique. Nous demandons un grand débat public ainsi que la consultation des citoyens par référendum sur la réforme territoriale en cours.

Groupe Front de gauche

Conseil régional d'Auvergne

59 Boulevard Léon Jouhaux

CS 90706 - 63050 Clermont-Ferrand Cedex 2

Tel. 04 73 31 84 97 – Fax. 04 73 31 84 87

Blog. www.frontdegaucheauvergne.fr

Communiqué de presse

10 premières actions communes entre l'Auvergne et Rhône-Alpes : **Des annonces creuses pour éviter les vrais débats !**

Un article du quotidien La Montagne du 26 novembre nous informe que la co-construction de la future région Rhône-Alpes / Auvergne est désormais bien engagée. Les deux présidents, Jean-Jacques Queyranne et René Souchon prétendent avoir bouclé la première étape de la fusion portant sur l'état des lieux et proposent, pour passer à l'étape suivante, la mise en œuvre de dix mesures amorçant la fusion des deux territoires régionaux. Nous sommes assez surpris de prendre connaissance de ces 10 mesures par voie de presse sans qu'aucun conseiller régional n'ait été associé à leur élaboration. Tout se poursuit, tout se déroule sans débat et sans concertation, reléguant les citoyens au rang de simples spectateurs d'un mauvais film pour l'Auvergne.

Sous prétexte que « l'opinion publique attend des actes et de l'efficacité », nous percevons bien que les dossiers évoqués dans l'article de presse ne sont que des effets d'annonces pour occuper le terrain médiatique. Certaines propositions, comme celle portant sur le Cancéropôle, relèvent directement des compétences de l'Etat.

D'autres projets annoncés auraient pu se construire depuis bien longtemps dans un esprit de coopération avec la mise en œuvre de politiques communes entre les deux régions. A titre d'exemple, la proposition des deux trains directs entre Clermont-Ferrand et Lyon, mettant les deux capitales régionales à deux heures l'une de l'autre, est un dossier en préparation depuis plus d'un an, bien avant l'annonce de la fusion des régions par le Président de la République. Cette proposition, qui correspond bien aux attentes des usagers du chemin de fer, pourrait donc se concrétiser, dans la continuité d'un travail commun entre les Régions Rhône-Alpes et Auvergne et la SNCF, sans forcément passer par la fusion.

Depuis le mois de septembre, les conseillers régionaux auvergnats du Front de gauche organisent ou participent à des réunions publiques sur la réforme territoriale. Partout, du Puy-en-Velay à Vichy, de Courmon-d'Auvergne à Aurillac, nous constatons que nos concitoyens sont très inquiets et interrogatifs quant à la fusion annoncée des deux régions. Beaucoup d'entre eux ont conscience des conséquences négatives qui pourraient rapidement se faire ressentir pour les Auvergnates et les Auvergnats.

Et ce sont précisément ces conséquences néfastes qui sont soigneusement occultées par les présidents René Souchon et Jean-Jacques Queyranne lors de leurs interventions. Avec la perte de Clermont-Ferrand au rang de capitale régionale, nous nous dirigerons très rapidement vers l'éloignement des administrations de l'Etat : ARS, Rectorat, INSEE, Préfecture de région...

A l'inverse des logiques libérales défendues par les présidents des Conseils régionaux d'Auvergne et de Rhône-Alpes, les conseillers régionaux Front de gauche continueront de porter l'exigence d'un véritable débat démocratique dans tout le pays. Nous demandons, à l'instar du groupe GDR à l'Assemblée nationale, présidé par André Chassaigne, un grand débat public ainsi que la consultation de notre peuple par référendum sur la réforme territoriale en cours.

Éric Dubourgnoix

Président du groupe Front de gauche.

Justice pour les étudiants normaliens d'Ayotzinapa !

Le 26 Septembre dernier, dans un pays où les politiques néolibérales font rage, les étudiants normaliens de l'école rurale d'Ayotzinapa, dans l'État de Guerrero au Mexique, s'étaient rassemblés pour récolter des fonds pour leur école, afin de pouvoir payer leurs études, de dénoncer les baisses de budgets et les inégalités avec les villes. Face à eux, policiers et narcotraficants s'en étaient violemment pris à eux, et 8 d'entre eux avaient été tués, les 57 autres étudiants normaliens ayant été enlevés par des policiers. À ce jour, seulement 14 d'entre eux sont revenus vivants. Depuis 2 mois maintenant, les 43 autres étudiants normaliens sont toujours portés disparus. La justice et les pouvoirs politiques mexicains agissent avec une telle lenteur qui met toujours plus en évidence les connivences en place, dans un pays rongé par un pouvoir corrompu qui s'appuie sur les cartels pour réprimer violemment les mouvements populaires.

Ces disparitions s'ajoutent à la longue liste des militants de gauche, des journalistes disparus voire assassinés, et l'impunité reste reine avec le pouvoir corrompu et réactionnaire d'Enrique Peña Nieto qui réprime actuellement ceux qui exigent le retour en vie des 43 normaliens d'Ayotzinapa, les traitant notamment de « fauteurs de troubles ». Face à cela, les mobilisations populaires continuent de prendre en ampleur pour exiger le retour en vie des 43 étudiants normaliens, pour que toute la lumière soit faite sur les circonstances de ces enlèvements, et pour en finir cette impunité générale. L'Union des Étudiants Communistes tient à affirmer haut et fort sa solidarité avec les familles et les proches des 43 étudiants normaliens, avec leurs camarades de l'école rurale d'Ayotzinapa, et avec tous ceux qui réclament comme le retour en vie des ces étudiants normaliens. Nous appelons également à participer à tous les rassemblements de solidarité qui ont lieu partout en France pour exprimer tout notre soutien à cette lutte pour le retour en vie des étudiants normaliens et pour que justice soit enfin rendue.

Valérie Pécresse fait un don de 20 000 euros à l'Université Versailles Saint Quentin, quand indécence rime avec austérité

le 27 novembre 2014

L'Union des Étudiants Communistes s'est trouvée choquée devant l'indécence du don de 20 000 euros effectué par Valérie Pécresse à la Fondation UVSQ. Quoi de plus normal que l'initiatrice du projet de loi LRU, responsable de la faillite budgétaire de l'ESR, participe au financement d'un organisme illégitime et antidémocratique ayant pour vocation le démantèlement du service public. Par son geste Madame Pécresse envoie un message politique fort à la communauté universitaire : il s'agit d'une part d'affirmer la nécessité de pérenniser l'austérité et d'autre part de prétendre que l'avenir du service public passe par les financements privés et la charité des puissants. Face à ce geste, l'Union des Étudiants Communistes affirme qu'il est inconcevable de prétendre que les étudiants devraient mendier le financement nécessaire au fonctionnement du service public de l'ESR qui leur revient pourtant de droit. Ce service public a une mission sociale : celle de garantir d'une part l'accès à tous aux études supérieures ainsi que les conditions de la réussite de tous. Cette mission est incompatible avec les intérêts privés auxquels s'inféode l'université, elle est incompatible avec cette violence austéritaire qui n'a de cesse que de dégrader les conditions d'études et les diplômes des étudiants, elle est incompatible avec des organismes tels que la fondation UVSQ : il ne peut y avoir de service public sans argent public. Ainsi grâce à son statut de « donatrice platinée » (qui lui donne droit à un déjeuner avec le Président de l'UVSQ, Monsieur Vayssière), Madame Pécresse espère sans doute passer aux yeux de la communauté universitaire pour une bienfaitrice, alors qu'elle en est pourtant le bourreau.

L'Union des Étudiants Communistes appelle tous les étudiants et l'ensemble de la communauté universitaire à se mobiliser contre cette austérité le 11 décembre, lors de la journée nationale d'action pour le service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ils auront ainsi l'occasion de faire passer un message à Valérie Pécresse et à ceux qui poursuivent ses politiques : les étudiants ne céderont pas face aux attaques répéter contre notre service public, ni contre la violence symbolique engendrée par la Fondation UVSQ. A Versailles Saint-Quentin comme ailleurs, nous sommes plus motivés que jamais à promouvoir un véritable service public de l'enseignement supérieur qui apporte aux étudiants des formations de qualité libérées des intérêts privés, et qui réponde aux grands défis de demain.

Reconnaissance de l'Etat palestinien à l'Assemblée Nationale: le chemin pour la paix et la justice prend enfin un nouveau départ !

le 2 décembre 2014

Les députés ont voté cet après-midi la reconnaissance de l'État Palestinien. Après que les députés communistes ont réclamé plus de 24 fois ce vote, après que nous avons récolté plus de 30 000 pétitions, cet acte est une bonne nouvelle pour les palestiniens, pour la paix et pour la justice!

En effet la condition sine qua non de la paix au Proche-Orient est la reconnaissance d'un État palestinien souverain, dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Dans les débats de l'hémicycle, les opposants à la reconnaissance de la Palestine ont fait preuve d'amnésie et de mensonges.

D'amnésie car ils ont oublié qu'entre l'occupant et l'occupé la justice est toujours du côté de ceux qui luttent pour leur indépendance, ils ont oublié les 2000 morts de cet été à Gaza et les nombreuses concessions accordées par l'OLP.

De mensonge car ils ont voulu faire passer une situation d'oppression coloniale en guerre de religion. Cela est faux et dangereux. Lorsqu'ils font référence, soutenus par l'extrême droite raciste, au clash des civilisations, au terrorisme, à l'importation du conflit, ils ne font que jeter du feu sur le brasier ardent de l'islamophobie.

Après l'Angleterre, la Suède, l'Espagne et maintenant la France le prochain rendez-vous sera le vote au Parlement européen de la reconnaissance de la Palestine le 17 décembre. Autant de votes, autant de coups portés à l'impérialisme israélien et à ses alliés américains et occidentaux, autant de pas vers la justice.

A ceux qui nous disent; ce vote ne sert à rien, le gouvernement doit décider nous disons chiche; écoutez la voix des représentants du peuple français, laissez parler la justice et reconnaissez la Palestine. Notre campagne, "agir ici et maintenant" va se poursuivre et s'amplifier. Nous avons déjà montré avec la libération de Salah Hamouri, avec le vote cet après-midi, au travers de la coopération avec les jeunes communistes du monde entier qu'il était possible de faire avancer la cause palestinienne en France et partout ailleurs.

Nous le disons à tous les jeunes de France, tous ensemble continuons le combat pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, cette victoire ne peut que nous encourager!

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=humainite>

